

---

*L'apport de la théorie néo-institutionnelle dans la compréhension de l'état stationnaire<sup>NB</sup> de l'économie Algérienne (un essai d'analyse)*

**Par Saddek KHALFALLAH**  
"Doctorant"

**Et Dr Mohamed BENSSAID**  
"Maître assistant A"

Membres du laboratoire gestion de l'entreprise

**Résumé :**

Cet article a pour but ultime de prouver que les dysfonctionnements de l'économie Algérienne ou bien (l'état stationnaire) est d'abord dû en partie aux faiblesses des institutions économiques, et de livrer ensuite des pistes de solutions pour construire une économie compétitive hors hydrocarbures. De plus, à travers ce travail nous essayons de braquer les yeux sur un sujet qui fait aujourd'hui le débat au sein des instances internationales du développement à l'instar du FMI, la banque mondiale et d'autres, qui prônent et insistent sur la dotation des bonnes institutions comme condition préalable pour accompagner les pays sous-développés, y compris le nôtre dans la réalisation des objectifs de développement.

Mots clefs : La théorie néo-institutionnelle, l'économie Algérienne, la rente, l'Etat, Le marché, l'état stationnaire de la croissance économique, la malédiction des ressources.

Abstract : This article's ultimate goal is to prove that the Algerian economy malfunctions or (steady state) is first due in part to weaknesses in our economic institutions, more through this humble work we try to eyes shine on a subject that is today the debate within international development agencies like IMF, World bank and others who advocate and insist on the staffing of good institutions as a prerequisite to accompany the underdeveloped countries, including ours in achieving development goals.

Keywords: The new institutionalism, the Algerian economy, the pension, the state, the market, the steady state of economic growth, the resource curse.

## 1-Introduction :

### 1-1 : Historique:

Depuis longtemps, les économistes tentaient de définir un cadre conceptuel qui permettra l'amorce voire le décollage économique tous azimuts et garantira une croissance économique à long-terme. Cependant, l'histoire nous révèle que les expériences de développements économiques autour de monde, n'ont pas appuyé sur un modèle type applicable à tous les pays quels que soit les facteurs de production, les ressources naturelles, les institutions et la gouvernance mise en œuvres<sup>1</sup>.

Autrefois, Williamson a bien compris cela, lorsqu'il a suggéré en 1990 aux pays en développement, notamment ceux d'Amérique latine dont le développement économique a été contré voire bloqué par le volume de la dette, d'appliquer dix mesures fondamentales pour sortir de la crise et entamer un processus de restructuration de l'économie, Parmi celles-ci mentionnons-la réforme de la réglementation des marchés,- la garantie des droits de propriété.

En s'appuyant sur l'approche Williamson, couramment appelé consensus de Washington, qui insiste sur l'importance de facteur institutionnel dans la dynamique économique. Nous tenterons d'analyser et de révéler les facteurs sous-jacents bloquaient l'économie Algérienne.

---

NB : essai théorie, L'état stationnaire pour un niveau donné de force de travail, la croissance cessera, les taux de formation et de dépréciation du capital se compensant mutuellement, limite de la croissance intensive en raison du taux décroissant de productivité marginal du capital.

1 : LAKHLEF Brahim (2013) / Qualité des institutions (réformes et résultats économiques) / page N° 1 / Alger livres éditions / Alger.

Cela nous amène à supposer que l'état stationnaire dans laquelle se trouve l'économie nationale actuellement, est le résultat de cadre institutionnel archaïque, incapable d'impulser l'activité économique.

Toutefois, malgré les profondes réformes qui a connu le système économique de son ensemble <sup>2</sup>, à savoir ; rééquilibre Macro-économique, assainissements de système monétaire et financier, système commercial. L'économie Algérienne peine à trouver la voie d'une croissance auto-entretenu, tirée globalement à partir de l'injection des fonds publics dans le circuit-économique

Les spécialistes de l'économie Algérienne ont considéré que l'obscurité et l'absence d'une politique économique publique efficiente avait été l'une des raisons essentiels de la « croissance molle » <sup>NB</sup> dans laquelle s'inscrive l'économie nationale d'aujourd'hui, malgré les sommes colossales épuisées dans la réalisation des infrastructures d'utilité publique <sup>3</sup>.

L'économie Algérienne est depuis l'entame des années quatre-vingt-dix en profonde mutation structurelles et surtout institutionnelle. L'ancien Etat « demiurge » ne peut honorer toutes ses engagements correspondants à ses archaïques fonctions on l'occurrence : productions des biens et services, l'éducation, la défense, la distribution de la richesse, pourtant les réformes institutionnelles a pour objectif de créer un cadre juridictionnel garantissant les opérations de transactions.

Dès lors, WLADIMIR.A à bien saisi ceci lorsqu'il a dit : « ces dernières (les « survivances » du système précédent) sont entretenues par les inerties, les distorsions, les résistances des anciennes structures, des institutions informelles héritées et des comportements issus du passé et alimentés par les forces opposées au changement du système » <sup>4</sup>.

La lecture de données socio-économiques montre que l'économie nationale renoue depuis l'entame de la décennie avec une croissance de 5% en moyenne, ce dernier est pour vocation principale la production et l'exportation de pétrole et du gaz 5 .cela confirme le nature « rentier » <sup>NB</sup> du régime économique qui demeure fragile aux yeux des spécialistes, au sens qu'il est tributaire de marché mondiale de pétrole.

-----  
2 : BOUDJEMA. R / Economie du développement de l'Algérie 1962-2010, des contraintes majeurs du développement et tares de la logique rentière/ page N°15 / Vol 3 / Dar el khaldounia / 2011

3 : MEKIDECHE Mustapha (2008) / L'économie Algérienne à la croisée des chemins / Page N° 30 Dahlab éditions /Alger.

4 : Wladimir andreff / la mutation des économistes postsocialistes / Page N°55 / Editions l'Harmattan / 2003.

NB : la filière matière fossile représente 1/3 de la production intérieure brute et 2/3 des recettes fiscales de l'Etat et environ 97% des recettes d'exportations.

Il est convenu chez les économistes que le succès d'une telle ou telle politique économique est dépendant de la conception et la mise en application d'une vision globale claire et exécutable guidée par une gouvernance nationaliste sage, c'est-à-dire un gouvernement capable de prévoir et d'anticiper les risques et opportunités offertes à l'intérieur comme à l'extérieur.

Enfin s'il y a des priorités à prendre en charge pour garantir l'émancipation de l'économie Algérienne des recettes des hydrocarbures et pour lesquels il faudra trouver des solutions adéquates il y a essentiellement ceux relatifs à la place qui devraient prendre les institutions dans la stratégie nationale de diversification de l'économie et l'instauration de nouvelle politique nationale d'industrialisation (NPI)<sup>NB</sup>.

A la lumière de ces éclaircissements nous pouvons alors souligner un ensemble de questions auxquelles notre article tente d'apporter quelques réponses, notre problématique est donc sous-tendue par les interrogations suivantes :

1-2 : Position du problème :

Les questions qui vont constituer le fil directeur de cette étude sont les suivantes :

Comment peut-on faire en sorte que la réforme institutionnelle soit un utile pour impulser la croissance économique, de booster les exportations hors hydrocarbures et de diversifier l'économie nationale, Autrement formulé y-a-t-il un mécanisme institutionnel qui permet de transformer une économie qui est totalement dépendant de l'exportation des énergies fossiles à une économie qui produit des biens et services multiples ?

Cette problématique étant posée, notre article s'organise comme suit

-----  
32 : MEISEL Nicolas et OULD AOUDIA Jacques / La bonne gouvernance est-elle une bonne stratégie de développement ? / Page N° / Agence Française de développement (2008) / France.

le gouvernement a concocté des programmes d'investissements publics et de transferts sociaux à l'instar du PSRE : programme de soutien à la relance de l'économie datant de l'an 2001 pour redresser la situation de précarité et de paupérisation croissante, ce plan prévoit une enveloppe financière de 525 Millions de dinars soit l'équivalent de 7Milliards de dollars. Un autre plan appelé PCSC : Plan complémentaire de soutien à la croissance mis en application pour le compte de quinquennat 2005-2010 doté de 50 Milliards de dollars contre partie en dinars 4200 Milliards de dinar.

NB : (NPI) Le gouvernement a défini les branches prioritaires susceptibles de bénéficier d'un soutien de l'Etat. Celles qui s'appuient sur la ressource naturelle : pétrochimie, sidérurgie, engrais, électricité, matériaux de construction dont ; celles qui existent et dont on pourrait développer la valeur ajoutée ; industries électriques et électroniques, mécanique, pharmacie, agroalimentaire ... et des industries nouvelles, comme l'automobile ou les technologies de l'information.

Dans cette perspective, notre article est structuré comme suit on propose d'abord quelques définitions des institutions, ensuite nous présenterons les soubassements de la théorie néo-institutionnelle qui nous serviront de grille de lecture pour l'entame de cet article. En plus nous introduirons le lecteur à l'économie Algérienne à travers un exposé succincte des caractéristique de celui-ci, et puis on aborde la qualité des institutions en Algérie qui est pour nous la cause principale des, et enfin nous proposons quelques solutions possibles pour aider l'économie Algérienne de s'épanouir de l'état comateux dans lequel se situait depuis belle lurette.

## 2-Survol de la littérature

### 2-1 : Définitions :

« Les institutions sont les contraintes établies par les hommes qui structurent les interactions humaines. Elles se composent de contraintes formelles (comme les règles, les lois, les constitutions), de contraintes informelles (comme des normes de comportement, des conventions, des codes de conduite auto-imposés) »<sup>6</sup>. Entendu au sens large « Par institutions, on entendra un ensemble de règles socio-économiques, mises en place dans des conditions historiques sur lesquelles les individus ou les groupes d'individus n'ont guère de prise, pour l'essentiel, dans le court et le moyen terme. Du point de vue économique, ces règles visent à définir les conditions dans lesquelles les choix, individuels ou collectifs, d'allocation des ressources pourront s'effectuer. »<sup>7</sup>

Notons, toutefois que les institutions ont quatre fonctions distinctes<sup>8</sup>

---

6 : Bernard Chavance / L'économie institutionnelle/ La Découverte / page N° 63 / Coll. Repères, 2007

7-C. Ménard : Economie des organisations, La découverte, Coll. Repères, 1990 (pp. 16-17)

8-Les quatre fonctions des institutions comme elles étaient conçues par RODRIK Dani et SUBRAMANIAN Arvind : 1-les institutions « créatrices des marchés » En établissant des règles, ces institutions protègent la propriété, élément fondamental en économie libérale et permettent aux marchés de fonctionner librement sans verser dans l'anarchie et l'arbitraire. Ces objectifs ne peuvent se concrétiser que si la justice est indépendante.

2-les institutions « de réglementation des marchés » Regroupent l'ensemble des institutions touchant aux services qui favorisent l'épanouissement des marchés : la télécommunication, les transports et les services financiers.

3-les institutions « de stabilisation des marchés » Concernant les organismes et systèmes gérant les grands équilibres macro-économiques : la banque centrale, la politique et le système budgétaires, le système de change.

4-les institutions de « légitimation des marchés » Ces institutions prennent en charge l'aspect social de l'économie : la retraite, la protection sociale, l'allocation chômage. Sans cet aspect correctif, les marchés peuvent être menacés et le système de répartition des richesses créées par l'entreprise peut être remis en cause par les travailleurs.

Cependant, la théorie néo-institutionnelle s'intéresse à l'étude de quatre branches différentes, à savoir : 9

- 1 -les couts de transaction et les droits de propriété (Drobak et Nye, 1997)
- 2- les choix publics et l'économie politique
- 3-l'histoire économique
- 4-les systèmes de valeur et de connaissance (idéologie).

D'autre part, les fervents défenseurs la théorie néo-institutionnelle <sup>10</sup> insistent sur l'importance d'existence des institutions efficaces car ceux-ci réduisaient drastiquement les couts de marchandage, inciteraient les agents à investir, lutteraient contre le fléau de la corruption, protégeraient les innovations par des brevets, encourageraient l'égalité des chances et galantiserait le respect des droits de propriété.

En bref une croissance économique robuste n'est envisageable que s'il existe de bonnes institutions, il s'agit des institutions capables de créer un climat incitatif, qui favorise l'essor de l'action d'entrepreneuriat.

Nous présenterons de ce qui suit un rapide tour d'horizon sur la littérature décryptant le lien causale entre les institutions et la croissance économique.

2-2: Les fondements de la théorie néo-institutionnelle : l'apport de la théorie néo-institutionnelle à l'analyse économique continue de faire l'objet de polémique. Toutefois, Les experts Du FMI disaient « le degré de développement institutionnel est la seule variable qui permet de prévoir de manière fiable le niveau de développement du pays et de la capacité à mener un changement économique pour accroître la solidité du système d'incitations » <sup>11</sup>

Néanmoins, cette dernière achoppe sur trois écueils : Les droits de propriété, les couts de transaction et enfin l'asymétrie de l'information. La question qui s'impose à nous ; est donc de savoir comment les institutions affectent-t-elles la croissance économique ? ».

1-3 : la relation causale entre les institutions et la performance économique : il existe une littérature abondante NB mettant les institutions au fond de l'analyse pour justifier l'écart en

9-GAUTHIER Bernaéd et GOMEZ Pierre-Yves / La nouvelle économie institutionnelle et la perspective de Douglass C.North / Page N°1 / Revue Management international / 2005.

10-ACEMOGLO Daron / Causes profondes de la pauvreté (une perspective historique pour évaluer le rôle des institutions dans le développement économique) / page N°27 / Revue Finance et développement / Juin 2003.

11: FMI / World economic outlook/ avril 2003 / chapitre 3.

NB : voir:1- CHRISTAIN Eigen-Zucchi, Gunnars S, Eskeland et Zmarak Shalizi /les institutions ne servent pas seulement la croissance,-2, DANI Rodrik et Arvind Subramanian / La primauté des institutions, -3.DARON Acemoglu / Causes profondes de la pauvreté, 4-JEFFERYD .Sachs / Les institutions n'expliquent pas tout,-5 HALLI Edison / Qualité des institutions et résultats économiques (un lien vraiment étroit ?) /

Matière de croissance économique entre pays nanties et pauvres, « Nous connaissons mal les formes institutionnelles qui fonctionneront le mieux dans un contexte donné. Par exemple, de hauts niveaux de revenus et de richesses ont été atteints dans les

économies avancées correspondant à une diversité de structures institutionnelles-comprenant différentes approches légales et réglementaires et divers degrés d'implication de l'Etat dans l'économie. De même, des économies en fort développement, telles que celles de la chine, du Botswana et de l'île Maurice ont réussi à atteindre des mêmes résultats dans le cadre d'arrangements institutionnels substantiellement différents »<sup>12</sup>. Nous passerons par la suite à l'exposition du courant Néo-institutionnel. La figure dans la page suivante donne un vue d'ensemble sur les éléments constituant ce courant.

Une croissance économique soutenue exige la mobilisation de tous les facteurs y compris le facteur institutionnel, de plus le ré-industrialisation de pays ne peut s'effectuer sans un environnement saine, un Etat incitateur et société civile vivante ; « L'un des principaux choix auxquels toutes les sociétés sont confrontées concerne le rôle de l'Etat »<sup>13</sup>

Ensuite, le succès économique nécessite de trouver le juste équilibre entre l'Etat et le marché. Quels services l'Etat doit-il fournir ? Quelles réglementations doit-il instaurer pour protéger les travailleurs, les consommateurs, l'environnement ? Il est clair que cet équilibre change avec le temps, et qu'il sera différent d'un pays à l'autre ».

En plus, la croissance ne peut se tirer sans un marché libre qui fonctionne d'une façon efficiente, que l'Etat est préoccupé pour créer le cadre institutionnel adéquat, que la société civile assume sa responsabilité de contre-pouvoir légitime, applique ses droits de regards sur la gestion des affaires publiques.

En substance, l'Etat est l'utile incontournable qui permet aux institutions de fonctionner efficacement. Ceci à travers la conception des institutions de qualité, veiller et imposer leur application sur le terrain, bien entendu l'Etat peut intervenir en s'appuyant sur des mesures économiques, fiscales, monétaires ou les deux à la fois.

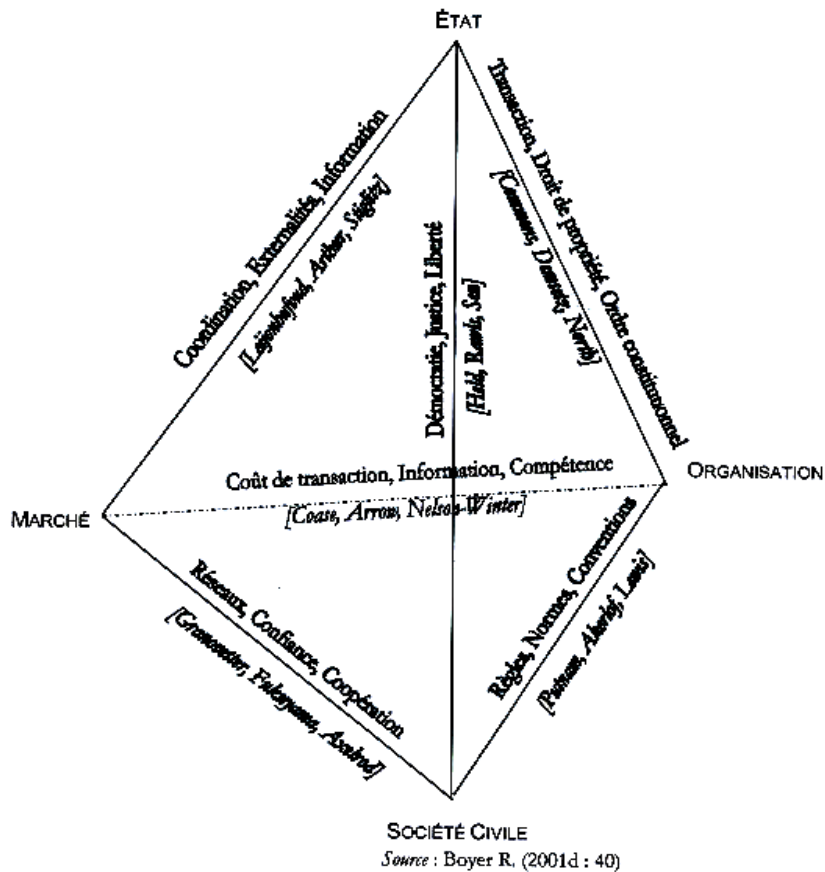
---

12 : FINON LEPII-EPE Dominique / L'apport de l'économie des institutions à la définition des nouveaux cadres régulateurs / CNRS / Université de Grenoble.

13 : Joseph E. Stiglitz / un autre monde / éditions Fayard / 2006

14: Wladimir. A / La mutation des économistes postsocialistes, une analyse économique alternative / éditions l'Harmattan / 2003.

Figure : une présentation des différentes théories institutionnalistes



Source : BOYER Robert / Les Institutions Dans La Théorie De La Régulation / CEPREMAP-ENS, CNRS, EHESS / France / Mai 20



### 3-Vue d'ensemble

Les observateurs de l'évolution de l'économie nationale mettre en avant quelques éléments caractérisant la sphère économique, voici ce qu'ils avancent pour expliquer l'état stationnaire. L'explication de cette léthargie profonde qui caractérise la croissance économique en Algérie, trouve sa raison d'être essentiellement dans ;

#### 3-1 : Caractéristique de l'économie Algérienne :

Les caractéristiques de l'économie Algérienne : ci-après on dresse en sommaire, un état de lieu sur les points de force et de faiblesse de l'économie Algérienne, conçu par l'auteur lui-même après une lecture profonde des différents manuels traitant l'économie Algérienne <sup>15</sup>. Nous pouvons dénombrer entre autres :

##### 3-1-1 : Les points de forces

- 1) Ressources naturelles (fossiles, minières et renouvelables) abondantes
- 2) une population très jeune
- 3) situation macro-économique équilibrée (taux inflation maîtrisé, équilibre budgétaire, très faible endettement extérieur, importantes réserves de change), une lecture attentive de l'économie Algérienne dévoilerait que la cause de ce progrès des indices macro-économique, est non seulement tributaire de l'injection des ressources issues de la rente pétrolière, mais aussi il y a eu des faiblesses manifestes dont les plus importantes, nous pouvons en citer :

##### 3-1-2 : Les points de faiblesse

- 1) faiblesse désastreuse de la productivité, l'Algérie occupe la 85ème place sur 93 pays étudiés (statistique de BM).
- 2) faiblesse du PIB/tête un niveau plus faible que celui de la Tunisie et sept fois moins que celui du Portugal, alors que l'Algérie et le Portugal avait le même taux en 1985.
- 3) faiblesses institutionnelles, à savoir chevauchements de compétences entre les institutions de l'Etat (économique, juridique et politique)
- 4) l'inachèvement de processus de transition, c'est-à-dire un système économique hybride ni capitaliste ni socialiste
- 5) lourdeurs bureaucratiques et environnements des affaires chaotiques

---

15 : WILLIAM C. Byrd / Contre-performance économique et fragilité institutionnelle / CONFLUENCES Méditerranée / page N° 1 / N°45 PRINTEMPS 2003.

6) une croissance économique extensive, tirée majoritairement à partir de l'exportation des hydrocarbures, qui constituent 97 % des exportations et 60 % du PNB, 28 % de la richesse nationale et 80 % des recettes fiscales sont liés au secteur, de plus la croissance est négative (dans la plupart des pays de monde, un investissement public de 1% véhicule 3% de croissance du PIB, Pourtant en Algérie, les dépenses publiques de 18 % ont induit une croissance de 5%).<sup>16</sup>

7) secteur sous-terrain important, les appréciations des organes compétents en la matière, lui attribue un pourcentage dans le PIB comprise entre 30 et 55%.

8) désindustrialisation qui s'aggrave de jour en jour, l'Algérie perd de vitesse devant ses voisins par rapport à la contribution de l'industrie dans le PIB, selon le FMI, l'industrie hors hydrocarbures faisait 12 % du PIB en 1993 et 5% en 2009.

9) Un excès de centralisation d'une manière que le développement régional est pratiquement inexistant.

De ce qui précède, Nous pouvons objectivement espérer que ces faiblesses, exhorteront davantage notre pays à opter pour une gouvernance saine favorisant la croissance et la prospérité à long terme, cela se fait par le biais de l'amélioration de la qualité des institutions, qui est aux yeux des institutions internationales peu performantes ;

### 3-2 : les institutions en Algérie

Notre pays est mal vu par les institutions de notation à l'instar de la banque mondiale et autres, qualifiant l'Algérie comme un pays instable gangrené par la corruption, mais aussi par des législations et réglementations inappropriés pour l'exécution des affaires. Dans le microscope de ces organes notre pays ne dispose pas d'institutions fiables ; en l'occurrence un système juridictionnel corrompu, marché noir en expansion avale plus de 60 % de capacité de marché, bureaucratie galopante. Voici quelque statistique témoignent les obstacles bureaucratiques contraignant devant l'essor des activités productives en Algérie

**Tableau N°1:**

<b>Indicateur</b>	<b>Situation actuelle</b>	<b>Niveau Europe</b>	<b>Moyen pays arabes</b>	<b>Objectif annuel</b>
<b>Temps nécessaire pour créer une entreprise</b>	25 jours	En moyenne 12 jours	20 jours	15 jours
<b>Nombre de documents exigés pour la création d'une entreprise</b>	14 documents	5 documents	8 documents	Réduire le nombre à 5 documents
<b>Délais de réponse à une réclamation</b>	Indéterminé voir aucune réponse	Par téléphone avant la 5ème sonnerie, par écrit moins de 15 jours		D'abord prendre en considération les réclamations

**Source :**

Le tableau ci-dessous compare la position de notre pays par rapport à ses voisins selon les paramètres Gouvernance.

Tableau N°2 : gouvernance dans les pays du Maghreb

	Efficacité du gouvernement	Qualité de la régulation	Etat de droit	Corruption
Algérie	152e/175	159e	161e	143e
Maroc	121e/175	104e	107e	105e
Tunisie	87e/175	83e	98e	96e

Source : Banque mondiale / Composite governance indicators Dataset.

-----  
**1 : l'efficacité du gouvernement** : combine dans un seul indice les perceptions de la qualité du service public, la qualité de la bureaucratie, la compétence des fonctionnaires, l'indépendance de la fonction publique des pressions politiques et la crédibilité du gouvernement. Cet index est orienté vers les « inputs » requis pour que le gouvernement soit en mesure de produire et d'appliquer de bonnes politiques et d'assurer un bon service public.

**2 : la qualité de la régulation** : est orienté vers les politiques stricto-sensu. Ce critère inclut les mesures des politiques anti-libérales telles que le contrôle des prix ou une supervision bancaire inadéquate ainsi que la charge imposée par une réglementation excessive dans des domaines tels que le commerce extérieur et le développement des affaires.

**3 : L'Etat de droit** : est composé de plusieurs indicateurs qui mesurent le degré de confiance et d'obédience des acteurs aux règles. Cette mesure comprend les perceptions de la criminalité violente et non-violente, l'efficacité et l'équité de l'appareil judiciaire et le respect des contrats et conventions. L'ensemble de ces indicateurs déterminent la réussite d'une formation sociale dans l'établissement d'un environnement dans lequel des règles justes et équitables forment la base des relations économiques et sociales.

**4 : Le niveau de corruption** : indique les perceptions de la corruption, définie en tant qu'utilisation de la puissance publique à des fins d'enrichissement privé. En dépit de cette définition lapidaire, l'évaluation de ce phénomène est nuancée, allant de la fréquence des paiements additionnels pour obtenir qu'une chose soit faite en passant par les impacts de la

corruption sur l'environnement des affaires jusqu'à la détermination de la grande corruption sur la scène politique ou la tendance des élites à la prédation d'état.

A partir de la comparaison toute faite entre les pays du Maghreb, nous pourrions déduire donc que la qualité des institutions en Algérie, ont un effet certain sur la performance économique. Nous allons exposer ci-après, les choix à faire en vue de réaliser les rectificatifs salutaires

#### **4-Quelques pistes de solution :**

Nous proposons ci-dessous certaines solutions pour endiguer la croissance et de l'inscrire dans la durée, celles-ci sont formulées comme suit :

Ainsi, le défi à relever par notre pays dans l'avenir proche consiste de mettre en place de véritables stratégies de diversification économique, fondé sur les avantages comparatifs que recèle notre économie.

##### **4-1 :L'Etat**

A cet effet la réhabilitation du rôle de l'Etat est incontournable, notamment, Tout ce qui touche à ces fonctions régaliennes. D'autres mesures susceptibles de stimuler l'activité productif passe inéluctablement par des politiques visent la réduction des couts d'entrée sur le marché de production, à travers :

La recherche de juste équilibre entre les couples (Etat vs société civile) et (Etat vs Marché) en procédant à des réformes institutionnelles. La réalisation de ce but passe inévitablement par la réhabilitation des institutions et l'amélioration de leur qualité, eux-mêmes nécessitent la mise en place institutions efficaces, répondant au besoin La diminution des couts de transaction, celle-ci se résume dans l'allégement des démarches administratives diverses, délais, « au lieu d'avoir un Etat omniprésent et inefficace, l'économie de marché nécessite un Etat plus réduit mais plus expert. La qualité de ses directives, de ses actions, de sa vision et de sa régulation compense de loin son rétrécissement »

##### **4-1-1 : améliorer le management administratif de nos institutions :**

Cela se fait par le biais de :

- l'amélioration de qualification des ressources humaines
- moderniser le système d'information et de communication au sein de l'administration.
- assurer la cohérence des politiques sectorielles à travers l'instauration d'une institution cerveau qui pilote et chapeaute les actions entre les différentes institutions de l'Etat.
- l'instauration d'un management institutionnel de haut niveau
- la mise en norme des codes et lois régissant l'activité économiques avec les standards internationales, est non seulement bénéfique pour l'ensemble des opérateurs économiques exerçants sur le sol Algériens en matière de réduction des coûts mais aussi incitera davantage ces opérateurs à adopter des normes techniques, de comportement, de prestation et réglementaires internationalement reconnues.

LAMIRI Abdelhak / La décennie de la dernière chance (émergence ou déchéance de l'économie Algérienne ?) / Page N° 38 / Chihab éditions / Algérie / 2013.

- décentraliser et déléguer la décision économique aux l'autres région de pays
- réformer le système judiciaire, selon les principes d'efficacité
- renforcer la législation anti-corruption

#### 4-2 : La diversification économique

De surcroît, le regain de secteur productif ne se fait pas sans la réhabilitation des institutions et l'amélioration de leur qualité « La reconstruction institutionnelle est vitale pour le pays, y compris pour affronter le « syndrome hollandais »<sup>NB</sup> car ce n'est pas une ressource en soi qui est en cause, c'est la qualité des institutions qui fait de l'abondance de ressources une bénédiction ou une malédiction » 1. Pour ce faire, il conviendrait :

- Aider les entreprises compétitives privés ou publics créatrices de richesse à travers la simplification des procédures de créations et de financements de ces entités.
- Canaliser à travers des mesures législatives souples le secteur informel dans les voies officielles
- promouvoir une politique nationale de développement industriel ciblée

#### 4-3 : Booster les exportations hors hydrocarbures

Les exportations hors hydrocarbures ne dépassent pas les 3% selon les chiffres de l'ONS et le financement du budget se fait par les recettes des hydrocarbures aux alentours de 70%. Alors pour booster les exportations hors hydrocarbures, il devrait L'intégration économique par le biais de développement des ZLI zones de libres échanges, cela nous permettrait l'amplification des économies d'échelles, la mise en place d'une division régionale des processus productifs

-Une gestion de la politique de change à court terme

-l'harmonisation de la réglementation en vigueur avec celles de monde entier,

-----  
1 : Hadj-Nacer Abderrahmane / La Martingale Algérienne (réflexions sur une crise) / Page N°127 / Editions barzakh / 2011.

2 : 1. ALAIN Gelb / diversification de l'économie des pays riches en ressources naturelles /Center for global développement / Alger / 4-5 Novembre 2010.

NB : pour plus amples information sur les mesures à prendre en matière de réformes institutionnelles en Algérie, veuillez consulter les travaux de Mr le professeur BOUNOUA Chaib, se sont trop instructives en la matière.

NB : il est à noter que les travaux de (Hausman, Klinger et Lopez-calix en 2010) dans leur étude sur l'Algérie rejettent catégoriquement la pertinence de la malédiction des ressources pour la dépendance au pétrole, l'appréciation du TCR et la volatilité Macroéconomique, pourtant ils notent un climat des affaires défavorables, notamment une absence de règles claires, prévisibles et appliquées pour circonscrire l'acte d'entreprendre, l'existence d'un marché

intérieur trop protégés et une lutte acharnée pour s'accaparer de la rente pétrolière, cette situation étouffe les incitatifs aux investissements privés qui pourraient encourager le développement de nouvelles exportations.

#### **4-4 : Impulser la croissance économique :**

Ainsi, Pour qu'une croissance économique durable s'installe en Algérie, il doit y avoir d'abord, une réorganisation des institutions en faveur de la création de richesse, qui résultera elle aussi de l'utilisation de la technologie dans le processus de la production, la protection des droits de propriété et l'encouragement de l'initiative privée. Mais cette stratégie ne s'arrête pas là, mais elle se manifeste aussi par :

- l'élaboration de compromis salarial et distributif à l'origine de la demande, les formes de concurrences et d'organisations de la production qui détermine l'offre ainsi que les modalités et périmètre de l'Etat
- encourager l'innovation et l'accumulation de capital productif (physique et humain)
- instaurer une priorité claire en faveur des intérêts du facteur travail, de la connaissance et des savoirs et du capital national
- établir une politique de taux de change compétitif, celle-ci semble impérative compte tenu de la nature pétrolière de l'économie Algérienne qui a généré une tendance à la surévaluation du taux de change.
- contrôler la répartition de la structure de consommation entre consommation du luxe et consommation de biens fondamentaux pour le processus de croissance, celle-ci limiterait les importations et encouragerait les exportations. La vocation de ces dernières doit être claire : l'exploitation des économies d'échelle en vue de l'amélioration de la productivité globale des facteurs PGF
- renforcer la législation sur la propriété intellectuelle dans le but de favoriser le processus de transfert des méthodes managériales efficaces, de lutter contre la contrefaçon et d'organiser le fonctionnement concurrentiel des marchés.

#### **5-En guise de conclusion :**

Cette étude s'est efforcée de mettre en relief les lacunes qui caractérisent l'économie nationale, tout en recourant à la théorie néo-institutionnelle comme un ancrage théorique et à partir de laquelle nous avons pu saisir et comprendre le problème de la stationnarité économique en avançant des arguments purement institutionnels ; en plus nous avons réfuté la thèse du syndrome hollandais longuement adopté par certains économistes pour expliquer l'effet d'éviction appliqué par les ressources naturelles sur la propagation des industries.

D'autre part et après avoir cité les caractéristiques de l'économie Algérienne, nous avons aussi déterminé exactement les points de force et de faiblesse de ceci, cette identification des traits sillons nous a permis de formuler quelques solutions

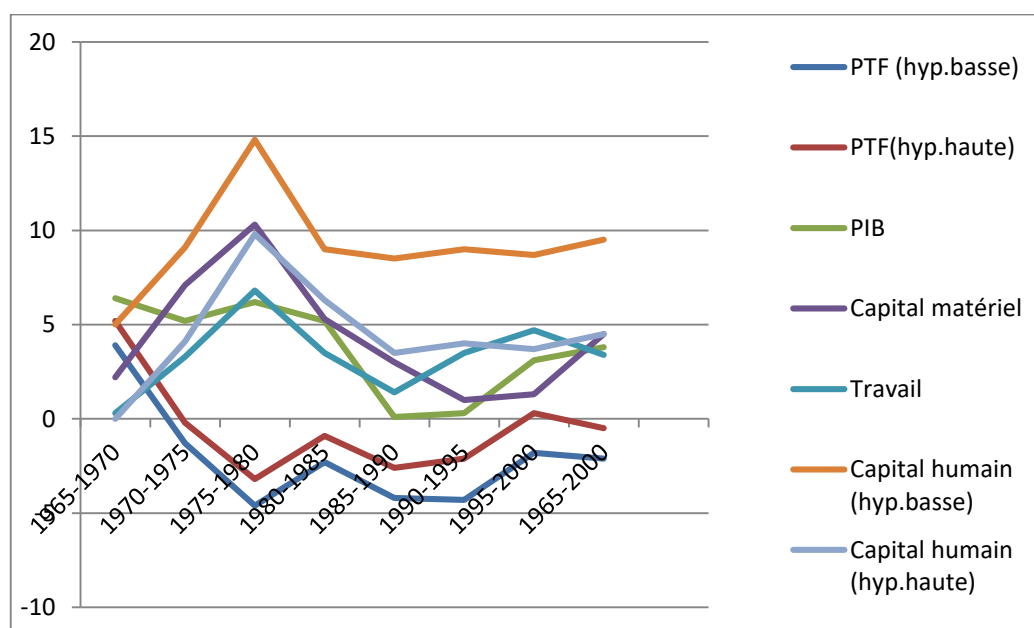
susceptible de faire un saut dans l'orientation des politiques économiques futures et quel voie fallait-il emprunter pour amorcer et pérenniser la croissance économique.

Considéré comme étant un joueur selon la définition de North, l'Etat doit veiller à la bonne application des règles régissant l'activité économique « l'Etat a la capacité de définir un ensemble de droits de la propriété et de droits contractuels, de les appliquer, de les respecter et de les faire respecter ». Ce même Etat doit restituer ces prérogatives qui confèrent la loi et censé de ne plus dépasser les bornes limitant les rôles de l'Etat régulateur, « il faut autant de marché que possible et autant d'Etat que nécessaire » (citation de sociaux-démocrates allemands) étant donné la non-pertinence de l'Etat investisseur dans le cas Algérien, malgré les bons résultats enregistrés ses dernières années en matière de croissance économique alimenté en grande partie par les dépenses publiques.

En résumé et afin de corriger les imperfections de l'économie nationale, l'Etat doit mettre en place des stratégies de croissance économique globale, il s'agit des politiques multidimensionnelles touchant les aspects politique, économique et culturelle et de réorienter la vision de l'Etat elle-même par le saut que devrait faire l'Etat de l'Etat démurge à l'Etat développementiste OCDE.

### Annexe

Graphique : Comptabilisation explicative de la croissance 1965-2000 <sup>NB</sup>



Source: FMI Algeria country report 03/69 Mars 2003- selected issues and statistical appendix

NB : Afin de quantifier la croissance négative de la PTF en Algérie, le FMI a utilisé la fonction de production de Cobb-Douglas avec le capital humain et matériel et le travail en tant que facteurs de production. Plutôt que de produire une seule évaluation pour la croissance de la PTF, une série de données a été présentée basée sur deux scénarios, afin de conforter la validité des résultats obtenus. Le premier scénario (hypothèse basse) est fondé sur un rapport d'un tiers pour le capital matériel et de deux tiers pour le capital humain combinés. Ce scénario fournit une PTF particulièrement faible (-2.1 pour cent annuellement en moyenne), qui pour partie la conséquence d'une très rapide croissance du capital humain. Le second scénario (hypothèse haute) est fondé sur des estimations plus convulsives de la croissance de capital humain (4.5 pour cent en moyenne, identique au capital matériel) et prend en compte une augmentation de la part du capital à une moitié. Même dans un tel scénario optimiste, la croissance moyenne de la PTF reste négative (-0.5 pour cent l'an).

### Bibliographie

1. ALAIN Gelb / Diversification de l'économie des pays riches en ressources naturelles / Center for global development / Alger / 4-5 Novembre 2010.
2. Banque mondiale / Composite governance indicators Dataset
3. BELLAL Samir / Problématique des arrangements institutionnels dans la réflexion sur les politiques d'industrialisation-cas de l'Algérie / Communication au colloque international de l'école nationale supérieure de statistique et d'économie appliqué sur le thème : « croissance, développement et nouvelles politiques industrielles » Alger 2009.
4. Borner Silvio, Bodmer Frank et Kobler Markus (2004) / L'efficacité institutionnelle et ses déterminants (le rôle des facteurs politiques dans la croissance économique) / OCDE.
5. BOUDJEMA. R / Economie du développement de l'Algérie 1962-2010, des contraintes majeures du développement et tares de la logique rentière/ Vol 3 / Dar el khaldounia / 2011.
6. BOUNOUA Chaib / Informel, entrepreneuriat et changement institutionnel en Algérie /
7. BOUNOUA Chaib / Quelques appréciations sur les réformes économiques en Algérie / Cahiers du CREAD / N°42 / 1997 / Alger.



8. BOYER Robert / les institutions dans la théorie de la régulation / CEPREMAP-ENS, CNRS, EHESS / France / Mai 2003.
9. CHAVANCE. B (2007)/ L'économie institutionnelle / La Découverte / Paris.
10. CHRISTAIN Eigen-Zucchi, Gunnars S, Eskeland et Zmarak Shalizi /les institutions ne servent pas seulement la croissance /Finance et développement / FMI Juin 2003.
11. DANI Rodrik et Arvind Subramanian / La primauté des institutions / Finance et développement Juin 2003.
12. DARON Acemoglu et Robinson James A / la faillite des nations (les origines de la puissance, de la prospérité et de la pauvreté)/
13. DARON Acemoglu / Causes profondes de la pauvreté / Finance et développement Juin 2003.
14. Djoufelkit Hélène (2008) / Rente, développement du secteur productif et croissance en Algérie / Agence française de développement / France.
15. FINON LEPII-EPE Dominique / L'apport de l'économie des institutions à la définition des nouveaux cadres régulateurs / CNRS / Université de Grenoble.
16. FMI Algeria country report 03/69 Mars 2003- selected issues and statistical appendix
17. FMI / World economic outlook/ avril 2003 / chapitre 3.
18. GAUTHIER Bernard et GOMEZ Pierre-Yves / La nouvelle économie institutionnelle et la perspective de Douglass C.North / revue de management / France.
19. Hadj-Nacer Abderrahmane / La Martingale Algérienne (réflexions sur une crise) / Editions barzakh / 2011.
20. HAFSI Taieb et autres (2011) / Le développement économique en Algérie (expériences et perspectives) / Casbah éditions / Alger.
21. HALI Edison / Qualité des institutions et résultats économiques (un lien vraiment étroit ?) / Finance et développement / FMI Juin 2003.
22. JEFFERYD .Sachs / Les institutions n'expliquent pas tout / Finance et développement Juin 2003.
23. Joseph E.Stiglitz /un autre monde / éditions Fayard / 2006

24. LAKHLEF Brahim (2013) / Qualité des institutions (réformes et résultats économiques) / Alger livres éditions / Alger.
25. LAMIRI Abdelhak / La décennie de la dernière chance (émergence ou déchéance de l'économie Algérienne ?) / Chihab éditions / Algérie / 2013.
26. MEBTOUL Abderrahmane (2004) / L'Algérie face aux enjeux de la mondialisation-bonne gouvernance, démocratie et économie de marché / éditions Dar EL Gharb.
27. MEISEL Nicolas et OULD AOUDIA Jacques (2008) / La bonne gouvernance est-elle une bonne stratégie de développement ? / Agence Française de développement / France.
28. MEKIDECHE Mustapha (2008) / L'économie Algérienne à la croisée des chemins / Dahlab éditions / Alger.
29. NORTH Douglass / le processus du développement économique / Editions d'organisation, traduit de l'anglais par Michel et Séach / 2005.
30. OCDE / rapport sur les pays les moins avancés (l'Etat et la gouvernance du développement) / Genève et new York / 2009.
31. SAMI Lylia. BELARBI Yacine et FERFERA Mohamed Yacine / Qualité institutionnelle régionale et dépendance au pétrole : quel effet sur la croissance économique dans les pays arabes ? une approche économétrique avec effet spécial dans les modèles PSTR / revue Economics & strategic management of business process (ESMB) / 2014.
32. Wladimir andreff / la mutation des économistes postsocialistes / Page N° / Editions l'Harmattan / 2003
33. WILLIAM C. Byrd / Contre-performance économique et fragilité institutionnelle / CONFLUENCES Méditerranée - N°45 PRINTEMPS 2003.
34. / Xavier de la VEGA / Sciences humaines /2005

